

Un parti pour intervenir dans les entreprises....

samedi 26 avril 2008, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 5 avril 2008).

Ce texte est un des rapports fait sur la construction du NPA dans les entreprises lors de la rencontre du 5 avril. Voir [NPA : enraciner le nouveau parti dans les entreprises](#)

1. Le parti que nous construisons doit intervenir dans les entreprises.

Le parti que nous voulons construire est un parti pour rompre avec le capitalisme, changer de société, en finir avec l'exploitation et toutes les oppressions. C'est bien dans l'entreprise que se noue la contradiction entre le capital et le travail, c'est le lieu de l'exploitation. Il faut donc y être présents, mais aussi se donner les moyens de comprendre collectivement ce qui s'y passe et comment ça se passe

Deux remarques préalables :

- La politique a peu à peu quasiment totalement déserté les entreprises (de moins en moins d'intervention du PCF, quant au PS n'en parlons pas, reste LO, mais leur conception des bulletins permet peu la confrontation politique), les autres courants n'interviennent pas ou peu dans les entreprises. Au-delà de la faiblesse de l'intervention des forces politiques, il y a une « dépolitisation » de ce qui se passe dans l'entreprise, dans le sens où d'une part la réalité de la vie à l'intérieur des entreprises échappe au débat public et d'autre part, dans l'entreprise, la politique n'a pas sa place alors même que les directions communiquent en permanence leurs messages libéraux : la démocratie s'arrête bel et bien à la porte des entreprises !

- Notre rôle de militant-es s'est aussi modifié. Pour certains d'entre-nous, nous sommes de plus en plus souvent en position de « faire vivre le syndicat », de le construire, de veiller à son unité... ce que beaucoup de camarades vivent comme contradictoire avec une apparition politique. Pour d'autres, la précarité les contraint au silence !

Pour analyser et comprendre la réalité du fonctionnement du système

Importance de comprendre les orientations, les stratégies patronales, quoi produire et pourquoi le produire, comment le produire et où le produire... Importance de démonter la « cohérence » du système, alors que l'essentiel du mouvement ouvrier en accepte la logique fondamentale et ne le conteste qu'à la marge. On n'arrête pas de trouver dans le fonctionnement quotidien et concret du capitalisme des raisons d'en finir avec ce système. Il s'agit donc pour nous d'être présents dans les entreprises et de se donner les moyens de réfléchir, d'élaborer collectivement à partir de la diversité des ces expériences concrètes.

Pour analyser et comprendre la réalité des conditions de l'exploitation : Les conditions de

l'exploitation ont changé. Ce dont témoigne l'explosion de la souffrance au travail qui exprime non seulement

- la pénibilité physique et mentale de la charge de travail, (travail à la chaîne, travail de nuit...)
- Mais aussi la perte totale de sens d'un travail qui n'a plus pour objet de faire, de fabriquer, de créer ou de rendre un service dont on peut être fier, mais dont il apparaît de plus en plus crûment que la seule finalité est le profit (et pas seulement dans l'industrie) ou le maintien des conditions de réalisation de ce profit (exemple du travail social).
- Et surtout ces organisations du travail détruisent les collectifs de travail, grèvent les capacités de résistance au quotidien, la complicité et la solidarité, c'est la conséquence du contexte global de chômage de masse et de précarité, de la chasse à tous les « temps morts », la réduction des effectifs et l'intensification de travail, la mise en concurrence par toutes les individualisations (primes, objectifs individuels...), l'éclatement des statuts avec le recours accru à la sous-traitance. On assiste dans bien des lieux de travail à une véritable stratégie de guerre de tous contre tous. Cette stratégie pèse très lourdement sur les réflexes collectifs, sur les luttes, il s'agit en tant que telles de défaites infligées aux salariés par le libéralisme réel. Toutes ces souffrances individuelles sont en elles-mêmes une condamnation sans appel de ce système, (notre point de vue est aussi humaniste !) nous ne devons pas négliger cet aspect. Il est donc décisif de s'approprier d'un point de vue politique les questions des conditions de travail et de la santé au travail. Pour élaborer notre programme, notre plan d'urgence, pour trouver les moyens de l'explicitier pour le plus grand nombre, il faut pouvoir nourrir notre réflexion de l'expérience vécue au sein des entreprises (qui restent des lieux de secret, dont les réalités ne filtrent à l'extérieur que de façon déformée par la propagande patronale).

Pour mener la lutte, construire le rapport de force

Si nous pensons que le changement révolutionnaire de la société sera le fait des mobilisations de masses (et pas des élections pour aller vite), cela suppose qu'à un moment nous ayons les moyens d'arrêter la (les) machines, de bloquer le système, d'arrêter la production, les transports, les communications... et cela ne peut se faire qu'à partir des entreprises (cela n'exclut pas le rôle des manifestations de masse et s'articule avec l'intervention dans les quartiers populaires). Il faut donc dans les entreprises des militant-es qui défendent cette perspective et qui la préparent. C'est évidemment une affaire de projet politique, de propagande...(avec les feuilles de boîtes) mais cela passe tout particulièrement par la question de l'auto organisation, de manière privilégiée dans les luttes (avec les AG décisives, les comités de grève...), mais aussi en développant au quotidien la prise en charge par les salariés eux même de leurs affaires.

2 - Pour notre militantisme dans l'entreprise, nous avons besoin d'un projet et d'un outil : d'un parti politique.

Il y a un point particulier sur les rapports parti/syndicat. Le parti n'a pas dans l'absolu l'exclusivité du projet global de transformation sociale. Mais aujourd'hui, avec la domination d'un syndicalisme d'accompagnement, on peut penser que la reconstruction d'une alternative syndicale porteuse d'un tel projet passe aussi par la construction du parti anticapitaliste.

L'utilité d'une référence, d'un projet politique pour reconstruire l'espoir...

Nous avons tous fait l'expérience dans nos boîtes de l'effet des campagnes présidentielles d'OB, de ces remarques entendues autour de nous : « il est comme nous », « il est des nôtres », et la fierté qui en découle, qui est une fierté de classe ! (ce n'est pas si courant et c'est très positif !)

L'utilité d'une compréhension globale, d'un projet politique pour intervenir dans les entreprises

Les exemples fourmillent de pourquoi les seuls intérêts ou préoccupations immédiats des salarié-es dans une entreprise ne permettent pas de définir une position : Le « Produisons français » qui peut apparaître comme la bonne réponse à des licenciements ici et maintenant est une monstruosité d'un point de vue internationaliste. A contrario : le mot d'ordre d'interdiction des licenciements permet de mener une lutte concrète contre les licenciements plus efficace, la défense d'augmentations générales uniformes... Il faut un cadre global pour résister, les glissements sont très fréquents, par exemple sur l'intéressement ou l'actionnariat salarié... Et notre conception du salaire socialisé est indispensable pour tout ce qui touche à l'assurance maladie ou à la retraite. Toutes les questions d'extension, de coordination, de généralisation sont souvent volontaristes, elles sont portées par une conception politique de construction d'un mouvement d'ensemble, tout comme la mise en avant de l'auto organisation. Le cadre global est indispensable pour lier les exigences sociales et toutes les dimensions de notre programme : l'écologie, l'internationalisme, l'antiracisme, le féminisme
L'articulation écologie / emploi : l'exemple d'AZF ou du nucléaire.

Notre plan d'urgence doit servir aux mobilisations.

Il prend tout son sens à partir du moment où les exigences qu'il met en avant deviennent effectivement des objectifs de lutte pour les salarié-es. L'exemple d'une campagne pour les 300 et 1500 euros net.

Pour construire des cadres unitaires de mobilisation, des campagnes politiques Sur certaines questions, il faut être capable de mener une campagne politique au-delà de l'entreprise et dans un cadre plus large : par exemple sur la question des services publics, on ne peut se limiter à une défense service par service (comme le fait trop souvent le mouvement syndical) et un cadre comme celui du collectif national est indispensable... Sur la question des médicaments il y a place à une campagne politique, unitaire qui dépasse la stricte défense de tel ou tel site de production mais pose la question du médicament « qui n'est pas une marchandise ! »...

Quelle intervention politique ?

La propagande régulière dans l'entreprise avec les feuilles et bulletins... Mais aussi des militant-es en chair et en os, « hommes -et femmes- de confiance », connus et reconnus dans l'entreprise comme militant-es politiques. (nous constatons l'effet dans l'entreprise d'être candidats pour la LCR aux élections politiques), évidemment quand cette référence est collective c'est encore plus efficace. L'intervention dans l'entreprise s'articule avec la présence politique dans la ville et les campagnes qui sont menées.

Quel outil ? Comment s'organiser ?

Nous devons contribuer au débat sur la structuration du nouveau parti en prenant en compte plusieurs objectifs : une implantation dans les quartiers populaires, une implantation dans les entreprises, une visibilité du parti de manière globale donc la capacité à mener des campagnes politiques de tout le parti, des cadres qui permettent de débattre collectivement afin d'être utiles pour les débats syndicaux et l'élaboration... Cela suppose sans doute d'avoir des structures à plusieurs niveaux : géographique / entreprises, branches ou secteurs.